

Meeting : General Assembly – 10th special session on situation in Gaza

Date: 16 January 2009

Duration : 0:07:03

Speaker : M. Lima, representative of Cabo Verde

Level: 3

Keywords: Middle East (Proche-Orient), Gaza strip (bande de Gaza), Arab peace initiative (Initiative de paix arabe)

Nous remercions le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette séance de l'Assemblée générale qui nous permet d'aborder le conflit en cours dans la bande de Gaza et donne l'occasion aux États Membres, dans leur ensemble, de s'exprimer et d'apporter leur pierre à l'édifice fragile de la paix à la défense des principes et des valeurs des Nations Unies, comme le Président d'Escoto Brockmann n'a pas manqué de le souligner dans son allocution inaugurale.

Voilà plus de 20 jours que la population de Gaza vit l'enfer sur terre. Gaza brûle, et chaque jour des gens ordinaires tombent sous les bombes. Gaza est pilonnée sous les yeux du monde entier, et les principes et les résolutions de l'ONU, qui devraient servir de rempart à ce déluge de feu et d'acier, paraissent lettres mortes. La résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, adoptée il y a plus d'une semaine aujourd'hui, n'est toujours pas appliquée et n'est d'aucun secours pour les Gazaouis, qui continuent de fuir sans pouvoir trouver refuge nulle part.

*(Le Président assume de nouveau la présidence.)*

Face à cette situation, qui révolte nos consciences et provoque l'incompréhension et le désarroi dans le monde entier, faisant craindre des réactions insensées et incontrôlées sous d'autres cieux, le Cap-Vert, à l'instar d'autres États Membres, demande le cessez-le-feu immédiat, durable et complet, la cessation des hostilités et de toutes les offensives militaires afin de permettre à la communauté internationale de faire face de façon efficace et rapide à la crise humanitaire qui s'amplifie et qui n'a que trop duré dans ce territoire, et pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence dont les populations civiles ont cruellement besoin.

Les populations sont prises au piège sans vivre, sans abri, sans secours et sans recours. Il faut mettre fin au blocus du territoire et que les parties reconnaissent l'impérieux besoin du respect des dispositions du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils dans les conflits armés. Il s'agit de sauver des vies, mais aussi de préserver l'avenir.

Il est absolument indispensable pour les populations palestiniennes de Gaza et pour la préservation d'une chance de paix dans la sous-région de rompre avec le cercle vicieux de la violence qui, loin de favoriser la résolution des problèmes de fond qui divisent les entités politiques et les peuples de la région, approfondit les contradictions et accroît l'incertitude quant aux solutions durables recherchées.

Ce qui se passe aujourd'hui semble être le résultat d'une surenchère entre une logique de la haine et une logique de la force. Pendant trop longtemps, nous avons assisté à des situations dramatiques et cruelles qui ont alimenté la haine, exacerbé le désespoir, miné la confiance et asphyxié l'espoir. D'un autre côté, la peur de l'autre et la crainte pour l'avenir ont permis à des intérêts irréconciliables dans leur conception et dans leurs objectifs de favoriser l'armement dans la sous-région, une militarisation effrénée et des volontés guerrières d'autant plus condamnables qu'elles semblent s'articuler aujourd'hui sur des surenchères politiques sur fond de campagne électorale ou de positionnement politique.

Tout se passe comme si désormais le recours à la violence et le déclenchement de conflits armés pouvaient constituer un argument à la course au pouvoir. Les tueries d'enfants coincés dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza, le traumatisme des populations et ce qui s'apparente furieusement à un châtement collectif doivent nous inciter tous, loin des invectives inutiles et des coups d'éclat médiatiques, à continuer de travailler ensemble aux solutions de long terme qui apporteront la paix et garantiront la survie du peuple palestinien.

Nous appuyons toutes les initiatives de médiation en cours, notamment par l'Égypte, toutes les démarches en vue de la cessation des combats, menées notamment par le Secrétaire général de l'ONU en ce moment même, et exprimons l'espoir que toutes ces volontés aboutissent et qu'il soit possible à nouveau de parler de paix au Proche-Orient. Nous sommes fermement convaincus et nous l'avons toujours exprimé que la violence et le recours aux armes ne peuvent aboutir qu'à une plus grande complexité de la situation et ne peuvent en aucun cas contribuer à une paix durable dans la région.

L'assaut brutal et sanglant actuel contre les populations de Gaza ne correspond pas à la vision que nous avons du futur de cette région, ni des intérêts pérennes de ces peuples. Loin de construire les nécessaires convergences, de fomenter les gestes de confiance et d'établir les bases d'une coopération durable sur les nécessités à court et à long terme d'États voisins, cette nouvelle guerre alimente au contraire le bellicisme ambiant, accroît le fossé entre les communautés, donne des motivations nouvelles à tous ceux qui se plaisent à marcher à reculons de l'histoire, et contribue à maintenir cette région martyre dans la belligérance, à décourager les meilleures intentions au sein de la communauté internationale et à miner les efforts de celle-ci.

La solution militaire constituant toujours un échec, nous devons contribuer à travailler à la paix. Ainsi, mon pays continue à appuyer fortement et fermement le règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient et le respect du droit du peuple

palestinien à l'autodétermination et à la souveraineté dans un État indépendant palestinien, vivant côte à côte et en paix avec Israël dans des frontières sûres et internationalement reconnues, sur la base de la Feuille de route, de l'Initiative de paix arabe, du communiqué conjoint d'Annapolis et les résolutions pertinentes de l'ONU, y inclus les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003).

Bien que l'exaspération exprimée au cours de ce débat soit souvent justifiée et, même dans les dramatiques circonstances présentes, nous ne pouvons pas oublier que nous devons continuer à travailler au dialogue, à la négociation, à l'avènement de la paix, à l'avenir d'une terre qui, un jour, verra ses enfants travailler et se marier entre eux, libérés de toutes les pesanteurs du passé et loin des affrontements qui aujourd'hui divisent et déchirent leurs parents. Car, et surtout parmi les diplomates que nous sommes, nul ne saurait insulter le futur.

FOR TRAINING PURPOSES ONLY